

PRESSE ECRITE PORTUGAISE

Le focus hebdomadaire n'est pas une revue de presse exhaustive, mais une sélection ponctuelle, sous forme de résumés synthétiques et limitée à deux pages, de quelques sujets de l'actualité (politique, économique, sociale ou culturelle) développés par les principaux titres de la presse écrite portugaise. **Quotidiens** : Público, Diário de Notícias (DN), i, Diário Económico (DE), Jornal de Negócios (JDN), Correio da Manhã (CM). **Hebdomadaires** : Expresso, Visão, Sábado.

I – Tensions luso-angolaises : Le Président de la République angolais affirme que le climat politique ne favorise pas le partenariat stratégique avec le Portugal (i, 16/10) ; **L'Angola menace le Portugal** (CM, 16/10) ; **Editorial : nouveau palier dans les tensions avec l'Angola – Le Portugal croit en un sommet avec l'Angola à moyen terme** (Público, 16/10) ; **L'argent de l'Angola et les besoins du Portugal** (JDN, 17/10) ; **Les entreprises craignent les effets du 'plus grand échec diplomatique depuis 1974' – Opinion : il existe une sorte de chantage politique envers le Portugal** (DE, 17/10) ; **Le Premier ministre portugais fera tout pour que la relation bilatérale ne soit pas perturbée** (i, 17/10) ; **Manuel d'instructions pour comprendre la tension entre l'Angola et le Portugal** (JDN, 17/10) ; **L'Angola a investi 341 millions d'euros au Portugal rien qu'en 2012** (i, 17/10) ; **Les relations avec l'Angola doivent être soignées, selon le ministre de la Présidence et des Affaires parlementaires** (Público, 18/10) ; **L'ambassadeur portugais à Luanda tente de maîtriser les dégâts** (DN, 18/10) ; **Les Portugais à Luanda ne veulent pas entendre parler de fin du partenariat stratégique** (Expresso, 19/10) ; **Cavaco Silva tente de calmer les relations avec Luanda** (Expresso, 19/10) ; **Le vice-président angolais a demandé que le processus judiciaire le concernant soit traité séparément – Le Président de la République portugais a annoncé que les malentendus seraient dépassés** (DN, 20/10) ; **Le Procureur général de la République angolais annonce des procédures contre des Portugais** (DN, 22/10) ; **Diplomatie insuffisante** (DE, 22/10) ; **Le sommet Portugal - Angola entre les mains de la justice portugaise** (JDN, 22/10)

Les relations luso-angolaises sont entrées dans une nouvelle phase de tensions suite à une déclaration inattendue du Président de la République angolaise José Eduardo dos Santos, décrivant négativement l'état des relations bilatérales. Le JDN du 17 février résume une situation amorcée par les déclarations controversées du ministre portugais des Affaires étrangères. Celui-ci avait présenté en septembre des excuses à l'Angola pour des procédures judiciaires portugaises impliquant de hauts responsables angolais [ndr : cf 'focus presse' du 9/10]. Le Premier ministre portugais avait minimisé la polémique et le secrétaire d'Etat portugais aux Affaires étrangères et à la Coopération, en déplacement à Luanda, avait confirmé la tenue d'un sommet bilatéral en février 2014. Mais le 15 octobre le président angolais José Eduardo dos Santos a déclaré que l'état des relations avec le Portugal remettait en question la construction du partenariat stratégique (annoncé en 2010 par les Présidents portugais et angolais et qui n'a pas avancé depuis cette date). Aucune indication n'a été donnée quant à une annulation du sommet de février. Les militants du MPLA au Portugal ont approuvé la déclaration du Président angolais (DN, 21/10).

Le Premier ministre portugais a annoncé le 16 octobre qu'il ferait son possible pour que la relation luso-angolaise ne soit pas perturbée : le gouvernement portugais travaillerait, comme il l'avait fait jusqu'ici, à entretenir et approfondir la relation bilatérale, importante pour les deux pays (i, 17/10). Le ministre portugais de la Présidence et des Affaires parlementaires Luís Marques Guedes a souligné que l'Angola serait toujours traité de façon prioritaire et adéquate (Público, 18/10). Le ministre portugais de la Sécurité sociale, en visite officielle à Luanda le 21 octobre, a souligné l'importance des liens bilatéraux (DE, 22/10). Le Président de la République portugaise, qui entretient des rapports étroits avec son homologue angolais qu'il connaît depuis 1987 (DE, 22/10), a affirmé le 19 octobre que les malentendus seraient dépassés, soulignant que les agents politiques angolais méritaient tout le respect des Portugais et que les relations bilatérales étaient mutuellement bénéfiques (DN, 20/03).

Le vice-président angolais Manuel Vicente, concerné par le processus judiciaire portugais qui a suscité les critiques côté angolais, souhaite que son cas soit traité séparément (DN du 20/10, CM du 21/10). De son côté l'UNITA demande à la justice portugaise de mener à terme les processus judiciaires contestés par les gouvernants angolais (Público, 22/10). Entretemps le Procureur général de la République angolaise a fait savoir que des entrepreneurs portugais faisaient eux aussi l'objet d'enquêtes en Angola (DN, 22/10). Au Portugal, les suites données par le Ministère public devraient être connues d'ici peu ; cette décision sera, dans un sens ou dans l'autre, porteuse de risques politiques (DE, 10/22).

Les journaux des deux pays s'interpellent mutuellement. Tandis que le *Jornal de Angola* critique les autorités et journalistes portugais (CM, 18/10, Público, 22/10), et qu'un journaliste angolais explique que le Portugal a perdu de l'espace dans les relations avec l'Angola qui intéresse la Chine, le Brésil, la Russie et la France, la presse portugaise évoque la corruption angolaise sur laquelle le Ministère public enquête (DN, 17/10) et refuse tout chantage ou soumission (éditorial du Público, 22/10).

La presse portugaise multiplie les analyses sur la portée de ces développements, qu'elle relativise en partie. Selon le directeur de l'*Expresso*, le MPLA n'a pas encore dépassé un certain mélange des genres, confondant la justice portugaise - certes critiquable - avec les relations diplomatiques. D'après le JDN du 17/10, les autorités angolaises sont conscientes qu'elles ont besoin des travailleurs portugais. Le discours de José Eduardo dos Santos vise à renforcer la cohésion interne au sein du MPLA au pouvoir et à montrer que l'interdépendance des relations économiques luso-angolaises n'est pas inévitable. Le Président angolais prend aussi en compte un enjeu régional, qui l'incite à prouver aux pays africains sa position de force sur son ancienne puissance coloniale. Pour le Público

19/10 les relations économiques et commerciales ne sont pas en danger. L'Expresso rappelle le poids des entreprises portugaises en Angola, et le DE du 22/10, la complexité et la densité des liens unissant les principales entreprises angolaises et portugaises. En termes d'échanges commerciaux l'Angola est le 4^{ème} client et fournisseur du Portugal. En 2011, 11 entreprises portugaises étaient détenues à plus de 50% par des capitaux angolais. Le secrétaire exécutif de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP) a affirmé que les tensions actuelles n'étaient « *qu'un accident de parcours* » (Público, 23/10).

Malgré tout, Luanda pourrait entraver les exportations portugaises, les travailleurs portugais en Angola (200 000) et angolais au Portugal sont susceptibles d'être les cibles d'une plus grande animosité, et les investissements angolais au Portugal pourraient être scrutés de plus près (JDN du 17/10). Les entrepreneurs portugais attendent beaucoup de l'action d'Aníbal Cavaco Silva (DE, 22/10). « *Les tensions viennent de loin, mais la crise actuelle dépasse une crise diplomatique conjoncturelle, il s'agit d'un conflit de deux Etats qui ont tous deux beaucoup à y perdre* » (directeur du DE, 22 octobre). Deux tribunes, dans l'Expresso du 19/10 et le Público du 20/10, établissent des parallèles entre les pressions exercées simultanément sur le Portugal par l'Angola et la troïka ; la seconde, par la journaliste Teresa de Sousa, distingue les pressions admissibles (Bruxelles) de celles qui ne le sont pas (Luanda). Au final selon le JDN, « *les crispations luso-angolaises diminueront avec le temps, mais cette situation serait une bonne occasion de construire une relation fondée sur le respect mutuel* ».

II – XXIII^{ème} sommet ibéro-américain, vu de Lisbonne : Le sommet ibéro-américain met en évidence l'importance du port portugais de Sines (Público, 18/10) ; Le Président de la République portugais évoque l'importance du canal de Panama pour Sines, et le Premier ministre portugais veut accélérer la liaison ferroviaire avec l'Espagne (Público, 19/10) ; Sines peut être la porte de l'Europe (CM, 19/10) ; Le Président de la République Cavaco Silva évoque des 'signes d'inversion de cycle' en Europe (Público, 20/10)

La presse a dédié plusieurs articles au XXIII^{ème} sommet ibéro-américain des 18 et 19 octobre à Panama, qu'elle a aussi mis à profit pour traiter de sujets connexes. Lors de ce sommet le Président de la République portugais s'est exprimé en faveur d'« *une relation plus forte entre les pays de la communauté ibéro-américaine* » afin de mettre à profit son « *potentiel au niveau du commerce et de l'investissement* » pour l'Union européenne (Público, 20/10). S'agissant de l'Europe il a évoqué des signes récents d'« *inversion du cycle économique* », de même que le Premier ministre portugais qui a décrit une « *nouvelle phase* » (DN, 20/10).

Les journaux rappellent l'intérêt particulier que représente pour le Portugal le canal de Panama, dont les travaux d'élargissement prévus l'année prochaine augmenteront les flux commerciaux. Le port portugais de Sines (eaux profondes) est le port européen le plus proche de ce canal, ce dont la diplomatie portugaise entend tirer profit. Le Portugal a ainsi développé un objectif de relation privilégiée avec le Panama en espérant canaliser les circuits commerciaux vers Sines comme « *porte d'entrée de l'Europe* » (Público, 18/10). Tant le Président de la République que le Premier ministre portugais ont évoqué ces perspectives, ce dernier espérant qu'à partir de 2014 les fonds européens permettraient de relier le port de Sines au réseau ferroviaire européen.

S'agissant par ailleurs de la politique intérieure portugaise, le Président de la République a fait savoir durant cette visite qu'il étudierait de près les coûts liés à un contrôle constitutionnel préventif ou successif du budget 2014, ce que la presse tend à interpréter comme une indication qu'il ne saisira par le Tribunal constitutionnel avant sa promulgation.

Enfin, la veille de ce sommet, le Premier ministre portugais se trouvait en visite officielle à Mexico pour renforcer la coopération entre les deux pays, signant des accords bilatéraux sur le combat du trafic de drogue, l'énergie et les technologies de l'information et de la communication (DN, 17/10). Plusieurs entrepreneurs mexicains ont manifesté leur intérêt pour l'économie portugaise (Expresso, 19/10).

III – Pauvreté au Portugal : 16 octobre, journée internationale pour l'élimination de la pauvreté (Público, 15/10) ; La 'Comunidade Vida e Paz' distribue des plans d'accès aux services d'aide sociale aux sans-abris à Lisbonne (Público, 17/10) ; Des informations sur l'aide alimentaire et les soins remises à plus de 500 personnes (DN, 17/10) ; Le gouvernement se montre discret face à la pauvreté au Portugal (Público, 18/10)

Plusieurs articles ont signalé la journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, rapportant les actions de différentes institutions de solidarité sociale, dont la coordination se renforce. L'institution *Comunidade Vida e Paz* (Communauté vie et paix) a notamment distribué des informations sur les aides disponibles à plus de 500 sans-abris à Lisbonne (DN et Público, 21/10). Selon l'Institut national de statistique (INE), au Portugal 17,9% de la population vivait avec des rendements inférieurs au seuil relatif de pauvreté en 2011, avec moins de 416 euros mensuels (Público, 15/10). L'ONG portugaise Assistance médicale internationale a pris en charge plus de 15 000 personnes l'année dernière, et le Président de la Caritas portugaise évoque une extrême pauvreté à la hausse (Público, 18/10). Lors d'un forum sur la pauvreté et l'exclusion sociale organisé le 15 octobre par le Réseau européen anti-pauvreté au Portugal, le président de cette association a reproché au gouvernement (non représenté) une absence de stratégie nationale contre la pauvreté. De son côté le président de la *Comissão nacional Justiça e Paz* (Commission nationale Justice et Paix), organisme laïc de la Conférence épiscopale portugaise qui reçoit un nombre croissant de demandes d'aide sociale, remet en question le plafond des 600 euros au-dessus desquels les revenus sont affectés par les coupes du budget 2014 et en appelle à ce titre à une saisine du Tribunal constitutionnel (Público, 18/10).